

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie bedoeld in bijlage I goed.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

Bijlage I

Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie

Het saneringsplan per onderstroomgebied van de Schelde-Leie bestaat uit een kaart en uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH"; Subrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202060]

20 MARS 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la fonction publique wallonne en matière de recrutement, de promotion, de régime disciplinaire et de congés et d'absences

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 novembre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 novembre 2013;

Vu le protocole de négociation n° 628 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 12 décembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.979/2, donné le 24 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il est inséré un article 29bis rédigé comme suit :

« Art. 29bis. Par dérogation aux articles 22 à 29, le membre du personnel contractuel recruté en application de l'article 119quater sur le poste qu'il occupe est dispensé du stage si, pendant la durée de son contrat, il a été évalué favorablement conformément à l'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel. »

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 119quater rédigé comme suit :

« Art. 119quater. Par dérogation aux articles 13, alinéa 2, 15, 117 et 119bis, le membre du personnel contractuel engagé à durée indéterminée est recruté s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, 1° à 5°, et 8°;

2° être lauréat d'un concours de recrutement organisé par le SELOR;

3° être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant. »

Art. 3. L'article 174 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2013, est remplacé par ce qui suit :

« La proposition définitive de blâme, de retenue de traitement, de déplacement disciplinaire, de régression barémique, de rétrogradation, de démission d'office et de révocation est établie et notifiée par le comité de direction sur proposition de l'agent qui a entamé l'action disciplinaire. »

Art. 4. L'article 176 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Le blâme, la retenue de traitement, le déplacement disciplinaire, la régression barémique, la rétrogradation, la démission d'office et la révocation sont infligés par le Gouvernement. »

Art. 5. L'article 203, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« L'agent est entendu par le directeur général dont il relève ou son délégué préalablement à la décision de suspension dans l'intérêt du service. »

Art. 6. Dans l'article 372, alinéa 3, du même arrêté, les mots « augmentée le cas échéant du nombre de jours de vacances annuelles afférents à la période au cours de laquelle l'agent a exercé sa fonction dans le cadre de prestations réduites pour raisons médicales » sont insérés entre les mots « congé annuel de vacances » et les mots « peut être reportée ».

Art. 7. L'article 373, § 1^{er}, alinéa 2, 7^o, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2010, est complété par ce qui suit :

« à l'exception des congés pour prestations réduites pour raisons médicales ».

Art. 8. Dans l'article 376, alinéa 2, du même arrêté, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o le décès du conjoint de l'agent : cinq jours ouvrables;

4^o/1 le décès :

a) d'un parent ou allié au premier degré de l'agent;

b) d'un parent ou allié au premier degré de la personne de l'un ou l'autre sexe qui cohabite avec l'agent : quatre jours ouvrables; ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel*

Art. 9. L'article 12^{quater}, alinéa 2, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, est remplacé par ce qui suit :

« 1^o les périodes de suspension pour cause d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, les périodes de suspension pour cause de maladie résultant d'un harcèlement moral ou sexuel ou de faits de violence au travail conformément à l'article 410^{bis} de l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, ainsi que les périodes de suspension pour cause d'accident causé par la faute d'un tiers et autre qu'un accident du travail ou sur le chemin du travail, à concurrence du pourcentage de responsabilité imputé au tiers et qui sert de fondement à la subrogation légale de la Région ou de l'organisme. »

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré dans le chapitre VII^{bis} intitulé « des congés et autres absences » un article 12^{sexies} rédigé comme suit :

« Art. 12^{sexies}. En matière de congés et d'absences, les membres du personnel contractuel disposent d'un recours devant la chambre de recours visée à l'article 186 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne aux mêmes conditions que les agents statutaires. »

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie*

Art. 11. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Délégation est accordée au secrétaire général ou au directeur général pour prendre une décision de suspension dans l'intérêt du service à l'égard d'un agent relevant de leur autorité respective »;

2^o il est inséré un article 49/1 rédigé comme suit :

« Art.49/1. Délégation est accordée au secrétaire général pour infliger une sanction disciplinaire de blâme, de retenue de traitement et de déplacement disciplinaire »;

3^o il est inséré un article 49/2 rédigé comme suit :

« Art. 49/2. Par dérogation à l'article 10, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement de fonctionnement du Gouvernement, délégation est accordée au secrétaire général pour prendre une décision définitive consécutive aux avis rendus par la chambre de recours des services du Gouvernement wallon et des organismes d'intérêt public qui dépendent de la Région relatifs :

1^o aux propositions définitives de sanction disciplinaire de blâme, de retenue de traitement et de déplacement disciplinaire;

2^o aux décisions de suspension dans l'intérêt du service;

3^o aux propositions de décision visées à l'article 80 de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne, entraînant un changement de résidence administrative;

4^o aux décisions en matière de congés, de disponibilité et d'absences. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 55 et 56 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les adjoints principaux sont promus par avancement à l'échelle D1 aux mêmes conditions que celles applicables avant le 1^{er} mai 2009 à la promotion par avancement de grade au grade de premier adjoint.

§ 2. La limite des seize pour cent visée à l'article 49, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne dans sa version antérieure au 1^{er} mai 2009 est calculée à la fois sur la base du total des agents du niveau D du Service public de Wallonie et sur la base du total des agents issus du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Art. 13. Pour l'application de l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, les contrats de travail à durée déterminée successifs du personnel en place au 1^{er} janvier 2004 sont assimilés à un contrat de travail à durée indéterminée.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 6 à 9 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2014.

Art. 15. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202060]

20. MÄRZ 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf den wallonischen öffentlichen Dienst in Sachen Anwerbung, Beförderung, Disziplinarordnung, Urlaube und Abwesenheiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

Aufgrund des am 15. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 25. November 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. November 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 12. Dezember 2013 aufgestellten Verhandlungsprotokolls Nr. 628 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 24. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 54.979/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes wird ein Artikel 29bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 29bis - In Abweichung von den Artikeln 22 bis 29 wird das Vertragspersonalmitglied, das in Anwendung von Artikel 119quater für den von ihm besetzten Posten angeworben wird, von der Probezeit befreit, wenn es in Übereinstimmung mit Artikel 12, Abs. 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder eine günstige Bewertung erhalten hat."

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 119quater mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 119quater - In Abweichung von den Artikeln 13 Absatz 2, 15, 117 und 119bis wird das auf unbestimmte Zeit eingestellte Vertragspersonalmitglied angeworben, wenn es folgenden Bedingungen genügt:

1^o die in Artikel 19, 1^o bis 5^o, und 8^o festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllen;

2^o mit Erfolg an einem vom SELOR organisierten Anwerbungswettbewerb teilgenommen haben;

3^o günstig eingestuft sein, um für den Posten, den es besetzt, oder jeden anderen als vakant erklärten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden."

Art. 3 - Der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2013 ersetzte Artikel 174 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Der endgültige Vorschlag eines Verweises, einer Gehaltskürzung, einer Strafversetzung, einer Zurückstufung in der Gehaltstabelle, einer Zurückstufung im Dienstgrad, einer Entlassung von Amts wegen oder einer Abberufung wird vom Direktionsausschuss auf Vorschlag des Bediensteten, der das Strafverfahren eingeleitet hat, erstellt und mitgeteilt."

Art. 4 - Artikel 176 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Verweis, die Gehaltskürzung, die Strafversetzung, die Zurückstufung in der Gehaltstabelle, die Zurückstufung im Dienstgrad, die Entlassung von Amts wegen und die Abberufung werden von der Regierung verhängt."

Art. 5 - Artikel 203, Absatz 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Bedienstete wird vom Generaldirektor, von dem er abhängt, oder von dessen Beauftragten angehört, bevor der Beschluss der einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes gefasst wird."

Art. 6 - In Artikel 372, Abs. 3, desselben Erlasses wird die Wortfolge ", denen ggf. die Anzahl jährlicher Urlaubstage betreffend die Periode, im Laufe derer der Bedienstete sein Amt im Rahmen von verkürzten Leistungen aus ärztlichen Gründen ausgeübt hat, hinzugerechnet wird," zwischen das Wort "Jahresurlaubstage" und die Wörter "kann bis zum 31. Dezember" eingefügt.

Art. 7 - Artikel 373, § 1, Abs. 2, 7° desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2010, wird durch Folgendes ergänzt:

", mit Ausnahme des Urlaubs wegen verkürzter Leistungen aus ärztlichen Gründen".

Art. 8 - In Artikel 376, Abs. 2 desselben Erlasses wird die Ziffer 4° durch Folgendes ersetzt:

"4° der Tod des Ehepartners des Bediensteten: fünf Werktage;

4°/1 der Tod:

a) eines Verwandten oder Verschwägerten im ersten Grad des Bediensteten;

b) eines Verwandten oder Verschwägerten im ersten Grad der Person gleich welchen Geschlechts, die mit dem Bediensteten zusammenwohnt: vier Werktage;"

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

Art. 9 - Artikel 12^{quater}, Abs. 2, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, wird durch Folgendes ersetzt:

"1° die Zeitspannen der Aussetzung wegen Arbeitsunfall, Unfall auf dem Arbeitsweg oder durch eine Berufskrankheit, die Zeitspannen der Aussetzung wegen Krankheit infolge einer moralischen oder sexuellen Belästigung oder Gewalt am Arbeitsplatz in Übereinstimmung mit Artikel 410^{bis} des Erlasses vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, sowie die Zeitspannen der Aussetzung wegen eines Unfalls, an dem ein Dritter Schuld ist, mit Ausnahme des Arbeitsunfalls oder des Unfalls auf dem Arbeitsweg, wobei der Prozentsatz der Haftung, der dem Dritten zur Last gelegt wird, und der als Grundlage für die Rechtsübertragung an die Region oder die Einrichtung dient, in Rechnung gezogen wird".

Art. 10 - In denselben Erlass wird in Kapitel VII^{bis} mit der Überschrift "Urlaub und sonstige Abwesenheiten" ein Artikel 12^{sexies} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 12^{sexies} - Was die Urlaube und Abwesenheiten betrifft, können die Vertragspersonalmitglieder unter denselben Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten vor der in Artikel 186 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes genannten Beschwerdekammer Beschwerde einlegen."

KAPITEL III — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtsteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Art. 11 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtsteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wird wie folgt abgeändert:

1° ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. 7/1 - Dem Generalsekretär oder dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, gegenüber einem Bediensteten, der ihm untersteht, einen Beschluss zur einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes zu fassen";

2° ein Artikel 49/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. 49/1 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, eine Disziplinarstrafe zu verhängen, die in einem Verweis, eine Gehaltskürzung oder einer Strafversetzung besteht";

3° ein Artikel 49/2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. 49/2 - In Abweichung von Artikel 10, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt, anschließend an die Gutachten, die von der Widerspruchskammer der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der von der Region abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses abgegeben wurden, einen endgültigen Beschluss zu fassen über:

1° die endgültigen Vorschläge einer Disziplinarstrafe, die in einem Verweis, eine Gehaltskürzung oder einer Strafversetzung besteht;

2° die Beschlüsse der einstweiligen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes;

3° die Beschlussvorschläge nach Artikel 80 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, die eine Änderung des Amtssitzes mit sich bringen;

4° jeglichen Beschluss in Sachen Urlaub, Zurdispositionsstellung und Abwesenheiten."

KAPITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 12 - § 1. In Abweichung von den Artikeln 55 und 56 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes werden die Hauptbeigeordneten durch Aufsteigen in der Gehaltstabelle D1 befördert, unter denselben Bedingungen, wie diejenigen, die vor dem 1. Mai 2009 auf die Beförderung mittels Aufsteigen im Dienstgrad zum Dienstgrad des ersten Beigeordneten anwendbar waren.

§ 2. Die in Artikel 49, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in der vor dem 1. Mai 2009 geltenden Fassung erwähnte Höchstgrenze der 16 Prozent wird berechnet sowohl auf der Grundlage der Gesamtanzahl der Bediensteten in der Stufe D des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sowie auf der Grundlage der Anzahl der Bediensteten, die dem Ministerium der Wallonischen Region und dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen angehörten.

Art. 13 - Zwecks der Anwendung von Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder werden aufeinanderfolgende zeitlich befristete Arbeitsverträge für das am 1. Januar 2004 amtierende Personal einem unbefristeten Arbeitsvertrag gleichgestellt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, mit Ausnahme der Artikel 6 bis 9, die am 1. Januar 2014 wirksam werden.

Art. 15 - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 20. März 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202060]

20 MAART 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de Waalse Overheidsdienst inzake werving, bevordering, tuchtregeling, verloven en afwezigheden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 november 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 november 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 november 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 628 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 12 december 2013;

Gelet op het advies nr. 54.979/2 van de Raad van State, gegeven op 24 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt een artikel *29bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. *29bis*. In afwijking van de artikelen 22 tot 29 wordt het contractuele personeelslid dat overeenkomstig artikel *119quater* geworven is voor de betrekking die het bekleedt van de stage vrijgesteld als het gedurende de looptijd van zijn contract het voorwerp is van een gunstige evaluatie overeenkomstig artikel 12, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden. ».

Art. 2. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *119quater*, luidend als volgt :

« Art. *119quater*. In afwijking van de artikelen 13, tweede lid, 15, 117 en *119bis*, wordt het voor onbepaalde duur in dienst genomen contractuele personeelslid geworven als het de volgende voorwaarden vervult:

1^o voldoen aan de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 19, 1^o tot 5^o, en 8^o;

2^o geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd wordt door de SELOR;

3^o in nuttige volgorde gerangschikt zijn om geworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of voor een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep die vacant verklaard is. ».

Art. 3. Artikel 174 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en bij het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2013, wordt vervangen als volgt:

« Het definitieve voorstel tot berisping, inhouding van wedde, strafmutatie, lagere inschaling, terugzetting in graad, ontslag van rechtswege en afzetting wordt vastgesteld en betekend door het directiecomité op voorstel van de ambtenaar die de tuchtvoeding heeft ingesteld. ».

Art. 4. Artikel 176 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt:

« De berisping, de inhouding van wedde, de strafmutatie, de lagere inschaling, de terugzetting in graad, het ontslag van rechtswege en de afzetting worden door de Regeringen opgelegd. ».

Art. 5. Artikel 203, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Het personeelslid wordt door de directeur-generaal onder wie het ressorteert of door diens gemachtigde gehoord voordat de beslissing tot opschorting in het belang van de dienst genomen wordt. ».

Art. 6. In artikel 372, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « , desgevallend verhoogd met het aantal dagen jaarlijks vakantieverlof betreffende de periode in de loop waarvan het personeelslid zijn ambt heeft uitgeoefend in het kader van beperkte prestaties om medische redenen » ingevoegd tussen de woorden « vakantieverlof » en « kan ».

Art. 7. Artikel 373, § 1, tweede lid, 7°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010, wordt aangevuld met wat volgt:

« met uitzondering van de verloven voor beperkte prestaties om medische redenen ».

Art. 8. In artikel 376, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt punt 4° vervangen als volgt:

« 4° het overlijden van de echtgenoot/echtgenote van de ambtenaar : vijf werkdagen;

4°/1 het overlijden :

b) van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de ambtenaar;

b) van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de persoon van één van beide geslachten die samenwoont met de ambtenaar: vier werkdagen; ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

Art. 9. Artikel 12^{quater}, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden wordt vervangen als volgt:

« 1° de periodes van opschorting wegens arbeidsongeval, ongeval op weg naar en van het werk of beroepsziekte, de periodes van opschorting wegens ziekte als gevolg van pesten, ongewenste intimiteiten of geweldpleging op het werk overeenkomstig artikel 410^{bis} van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, alsook de periodes van opschorting wegens een ongeval dat door de fout van een derde veroorzaakt wordt en dat geen arbeidsongeval is, noch een ongeval op weg naar en van het werk, naar rato van het aan die derde toegerekend verantwoordelijkheidspercentage dat als basis dient voor de wettelijke subrogatie van het Gewest of van de instellingen ».

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt het hoofdstuk VII^{bis}, met het opschrift « Verloven en andere afwezigheden », aangevuld met een artikel 12^{sexies}, luidend als volgt :

« Art. 12^{sexies}. Wat de verloven en afwezigheden betreft, kunnen de contractuele personeelsleden onder dezelfde voorwaarden als de statutaire personeelsleden een beroep indienen voor de kamer van beroep bedoeld in artikel 186 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. ».

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst

Art. 11. In het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een § 7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 7/1. Er wordt aan de secretaris-generaal of aan de directeur-generaal delegatie verleend om een beslissing tot opschorting in het belang van de dienst te nemen jegens een ambtenaar die onder hun respectievelijk gezag staat »;

2° er wordt een artikel 49/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art.49/1. Er wordt aan de secretaris-generaal delegatie verleend om een tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie op te leggen »;

3° er wordt een artikel 49/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 49/2. In afwijking van artikel 10, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering wordt delegatie aan de secretaris-generaal verleend om een definitieve beslissing te nemen naar aanleiding van de adviezen uitgebracht door de kamer van beroep van de diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder het Gewest ressorteren en betreffende :

1° de definitieve voorstellen inzake tuchtsanctie tot berisping, inhouding van wedde en strafmutatie;

2° de beslissingen tot opschorting in het belang van de dienst;

3° de voorstellen van beslissing bedoeld in artikel 80 van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode, met een verandering van administratieve standplaats als gevolg;

4° de beslissingen inzake verloven, disponibiliteit en afwezigheden. ».

HOOFDSTUK IV. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 12. § 1. In afwijking van de artikelen 55 en 56 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de eerst aanwezig adjuncten door verhoging in schaal D1 bevorderd onder de voorwaarden die voor 1 mei 2009 toepasselijk waren op de bevordering door verhoging in de graad van eerste adjunct.

§ 2. De grens van zestien percent bedoeld in artikel 49, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode in de versie geldend vóór 1 mei 2009 wordt tegelijk berekend op grond van het totaal aantal ambtenaren van niveau D bij de Waalse Overheidsdienst en op grond van het totaal aantal ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Art. 13. Voor de toepassing van artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden worden de achtereenvolgende arbeidscontracten voor bepaalde duur van het personeel in dienst op 1 januari 2004 gelijkgesteld met een arbeidscontract voor onbepaalde duur.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van de artikelen 6 tot 9, die uitwerking hebben op 1 januari 2014.

Art. 15. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET